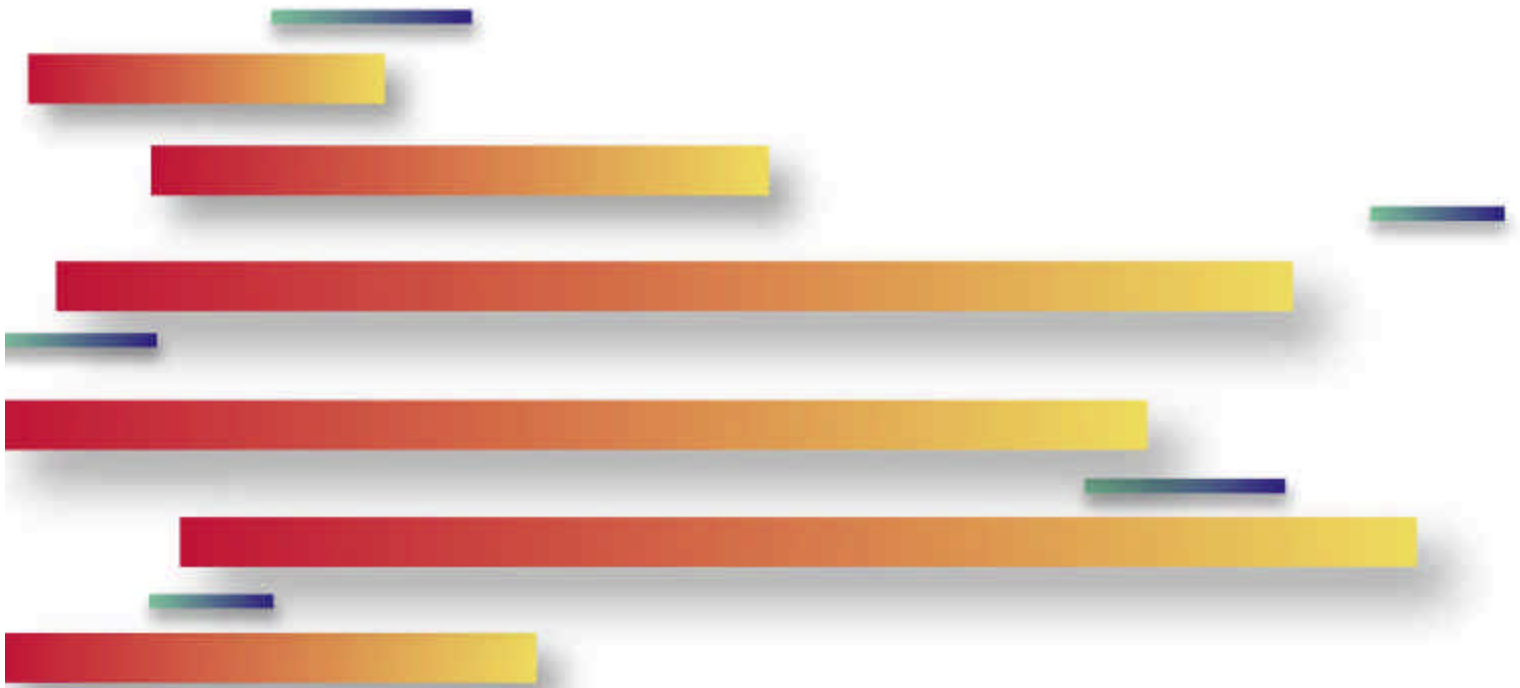


**Bulletin métropolitain
sur le marché du travail
RÉGION MÉTROPOLITAINE DE
RECENSEMENT DE MONTRÉAL**

3^e trimestre 2005
Volume 2, numéro 3



Publication réalisée par la

Direction de la planification, du suivi et de l'information sur le
marché du travail d'Emploi-Québec Montréal

Table métropolitaine de Montréal

Direction

Gilles Ouellette
Ginette Sylvain

Rédaction

Sylvie Allaire, économiste
Régent Chamard, économiste

Conception et développement

Omar Choucair, analyste en informatique
Lamara Yadel, technicien en informatique
Riadh Ounissi, technicien en informatique
Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

Secrétariat

Sylvie Milot
Yolande Girard

Abonnement et changement d'adresse :
Emploi-Québec RMR de Montréal
Téléphone : (514) 864-8257
Télécopieur : (514) 864-8990
Courriel : regent.chamard@mess.gouv.qc.ca

Emploi-Québec Montréal
(514) 725-5221, poste 247
(514) 864-6827
sylvie.milot@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur les sites Internet :
<http://emploiuebec.net/montreal>
<http://emploiuebec.net/francais/imt>
<http://www.table-metropolitaine.org>

Dépôt légal : troisième trimestre 2005
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISSN 1180-4572

Table des matières

LEXIQUE.....	4
MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE.....	5
FAITS SAILLANTS.....	7
SECTION 1	9
CONJONCTURE.....	9
MARCHÉ DU TRAVAIL.....	11
SECTION 2	17
GRAPHIQUES	19
<i>Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région</i>	<i>19</i>
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>20</i>
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel, RMR de Montréal.....</i>	<i>21</i>
TABLEAUX.....	22
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>22</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, RMR de Montréal</i>	<i>23</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, Montréal, Laval et RMR de Montréal moins Montréal et Laval.....</i>	<i>24</i>
<i>Comparaisons interrégionales</i>	<i>25</i>
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	<i>26</i>
<i>Emploi par secteur d'activité RMR de Montréal et Ensemble du Québec.....</i>	<i>27</i>
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence RMR de Montréal et ensemble du Québec.....</i>	<i>28</i>
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	<i>29</i>
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	<i>30</i>

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : $(\text{Nombre de chômeurs} / \text{population active}) \times 100$.

Taux d'activité : $(\text{Population active} / \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux d'emploi : $(\text{Emploi} / \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux de prestataires : $\text{Prestataires} / \text{population de 15 à 64 ans (Recensement 2001)} \times 100$.

RMR : Région métropolitaine de recensement. La RMR est formée de l'île de Montréal, Laval et des parties métropolitaines de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi. La ZME est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par *Statistique Canada* et tirées de *l'Enquête sur la population active*.

Les données pour le Québec sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de les rendre comparables à celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année.

Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes (**non désaisonnalisées**). Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'à celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées puisqu'elles sont toujours des moyennes de trois mois (**moyennes mobiles**). Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour une région est en réalité une estimation du taux de chômage moyen pour cette région, lors des mois de février, mars et avril. Statistique Canada réduit ainsi les fluctuations mensuelles des estimations en raison de la faible taille de l'échantillon des régions.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui était de 9 843 ménages en moyenne entre juillet et décembre 2003 pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 277 ménages à Laval à 1 318 ménages en Montérégie, comme on peut le voir au tableau qui suit.

Une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,1 % et 16,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 2,6 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 1,3 point, à la hausse ou à la baisse ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 11,7 % se situe en réalité entre 11,0 % et 12,4 %, deux fois sur trois.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection.

Intervalles de confiance des estimations régionales du taux de chômage			Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
Région	Taille de l'échantillon	Taux (%) de chômage moyen ¹	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	393	15,4	13,3	17,5	14,1	16,7
Bas-Saint-Laurent	344	8,9	7,3	10,5	7,9	9,9
Capitale-Nationale	790	6,4	5,4	7,4	5,8	7,0
Chaudière-Appalaches	987	5,1	4,4	5,8	4,7	5,5
Estrie	848	6,9	5,9	7,9	6,3	7,5
Montérégie	1 318	7,3	6,5	8,1	6,8	7,8
Montréal	1 056	11,7	10,5	12,9	11,0	12,4
Laval	277	8,5	7,0	10,0	7,6	9,4
Lanaudière	346	9,1	7,3	10,9	8,0	10,2
Laurentides	415	7,1	5,5	8,7	6,1	8,1
Outaouais	659	7,5	6,2	8,8	6,7	8,3
Abitibi-Témiscamingue	405	9,7	7,7	11,7	8,5	10,9
Mauricie	754	10,5	8,9	12,1	10,6	11,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	681	11,4	10,1	12,7	10,6	12,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	320	13,0	7,6	18,4	9,8	16,2
Centre-du-Québec	249	8,7	6,9	10,5	7,6	9,8
RMR de Montréal	2 095	9,5	8,8	10,2	9,1	9,9
Ensemble du Québec	9 843	8,9	8,6	9,2	8,7	9,1

Source : *Statistique Canada*.

¹ Selon les moyennes mobiles de trois mois de juillet à décembre 2003.

Faits saillants

Veuillez prendre note que le *Bulletin métropolitain sur le marché du travail* remplace le *Bulletin régional de Montréal*. Seuls les grands indicateurs du marché du travail de Montréal (tableau 1C) sont maintenant inclus dans le bulletin métropolitain. Tous les autres tableaux de la publication portent sur la région métropolitaine.

- ❖ Au troisième trimestre de 2005, l'emploi reprend le chemin de la croissance dans la RMR de Montréal, avec une hausse de 1,5 % par rapport au même trimestre de 2004, ce qui correspond à la création nette de 28 100 emplois. Cette hausse survient après que l'emploi eut fait du surplace (0 %) au deuxième trimestre de 2005; cette variation est similaire à celle du 1^{er} trimestre de 2005.
- ❖ On se souviendra que depuis le troisième trimestre de 2004, seuls les emplois à plein temps ont connu des gains. Ainsi, après quatre trimestres consécutifs de baisse de l'emploi à temps partiel, on assiste à un revirement puisque l'emploi à temps partiel se remet à croître très fortement (7,8 % ou 22 000 emplois de plus), ce qui contribue à soutenir la progression de l'emploi dans la RMR de Montréal.
- ❖ Comme l'emploi (1,5%) n'augmente pas aussi vite que la population active (1,7 %), il s'ensuit une légère hausse du taux de chômage, qui passe de 8,6 % au 3^e trimestre de 2004 à 8,7 % au 3^e trimestre de 2005.
- ❖ La progression de la population active (1,7 %) ayant été supérieure à celle de la population totale de 15 ans et plus (1,3 %), cette évolution nous indique que le marché du travail attire davantage de personnes, ce qui se reflète dans le taux d'activité, qui passe de 68 % au 3^e trimestre de 2004 à 68,3 % au 3^e trimestre de 2005.
- ❖ Pour les 9 premiers de 2005, le taux de chômage est demeuré stable à 8,5 % alors que les taux d'emploi (61,6 %) et d'activité (67,4 %) perdent chacun 2 points de pourcentage par rapport à la même période en 2004. Si le taux de chômage n'a pratiquement pas bougé, c'est que la création d'emplois (1 % ou 18 600 emplois supplémentaires) a été à peine suffisante pour faire face à la hausse de la population active (1 % ou 20 000). Quant à la baisse du taux d'activité, elle s'explique par une hausse de la population active inférieure à celle de la population totale de 15 ans et plus (1,3 %).
- ❖ Au 3^e trimestre de 2005, la croissance de l'emploi s'est faite à peu près au même rythme pour les hommes que pour les femmes. Cependant, cette hausse de l'emploi se décompose différemment quant aux types d'emplois créés.
- ❖ Tous les indicateurs du marché du travail pour les moins de 30 ans se sont détériorés. Comme leur niveau d'emploi baisse pendant que leur population totale continue de s'inscrire en hausse, il s'ensuit une forte détérioration de leur taux d'emploi. Cette évolution contraste fortement avec celle des 30 ans et plus. Une forte création d'emplois, dont près de la moitié est à plein temps, ne suffit pas à répondre à la forte hausse de leur population active, ce qui a amené le nombre de chômeurs à croître.
- ❖ Au 3^e trimestre de 2005, l'emploi, qui progresse fortement dans les industries de services (2,9 % ou 40 600 emplois de plus) et dans l'industrie de la construction (18,6 % ou 14 300 emplois de plus), est ralenti dans sa course par les industries manufacturières (-10 % ou 31 000 emplois de moins) au sein desquelles l'emploi culbute.

- ❖ La hausse de l'emploi dans les professions reliées à la gestion et dans celles de niveaux élémentaire et technique, a permis de compenser les pertes enregistrées dans les professions de niveaux intermédiaire et professionnel.
- ❖ Tout comme en septembre 2005, le nombre de prestataires de l'assurance-emploi dans la zone métropolitaine de l'emploi (ZME) a diminué au cours de l'ensemble du 3^e trimestre de 2005 (-6 % ou 6 204 prestataires de moins) par rapport au même trimestre de 2004.
- ❖ En juillet 2005, on enregistre une baisse du nombre de prestataires de l'assistance-emploi de 6,1 % dans la ZME, ce qui correspond à 5 205 prestataires en moins par rapport à juillet 2004.

Section 1

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada

Collaboration spéciale de Richard Legris, économiste au Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH)

Forte des dépenses des ménages et des investissements en équipement informatique qui ont continué de la soutenir, la production intérieure brute américaine a progressé à bon rythme (+3,3 %)² au deuxième trimestre de 2005, selon le Bureau of Economic Analysis. Celle-ci avait par ailleurs été freinée par une baisse importante des stocks des entreprises. Le marché du travail était à l'avenant en août, avec une croissance de l'emploi de 169 000 et un de taux de chômage de retour sous la barre des 5 % pour la première fois depuis août 2001. Malgré les effets négatifs à court terme qu'auront eus sur l'économie l'ouragan Katrina et, par la bande, la hausse des prix de l'énergie, la Réserve Fédérale américaine (FED) considère que les menaces de ralentissement demeurent réduites. Elle a ainsi haussé son taux directeur de 25 points de base, à 3,75 %, invoquant la continuation de la bonne performance à moyen terme de son économie, et ce, malgré la chute de l'indice de confiance du Conference Board, qui est passé de 105,5 en août à 86,6 en septembre.

En juillet, l'économie canadienne a continué sa progression, avec une augmentation mensuelle de 0,2 % de son produit intérieur brut (PIB) réel. Tant les industries productrices de biens, dont l'extraction minière, l'extraction de gaz et de pétrole (+3,6 %), que celles productrices de services ont contribué à cette hausse. Parmi ces dernières, mentionnons la bonne tenue du commerce de détail (+1,2 %) et du secteur de l'hébergement et des services de restauration (+1,0 %). Le PIB moyen des sept premiers mois de 2005 a progressé de 2,8 % par rapport aux sept premiers mois de 2004. Les entreprises exportatrices de marchandises canadiennes ont vu la valeur de leurs expéditions³ outre frontière baisser de 1,5 % en juillet, affichant toutefois une hausse cumulative de 0,7 % par rapport à la moyenne des sept premiers mois de 2004. Ce sont les produits énergétiques qui se sont démarqués alors que la valeur des exportations des produits de l'agriculture et de ceux de la forêt était à la baisse. En dollars courants cependant, les exportations canadiennes ont progressé au rythme de 2,1 % de juin à juillet grâce, en partie, à la demande extérieure vigoureuse pour le pétrole brut. La valeur des importations, quant à elle, a régressé au cours de cette période (-0,5 %), à cause notamment des produits de l'agriculture, de la pêche et des produits forestiers. Ces mouvements conjugués ont fait s'accroître l'excédent commercial canadien de 949 millions de dollars en juillet, à 5,8 milliards de dollars. Mentionnons que la balance commerciale canadienne face aux États-Unis s'est gonflée de 670 millions de dollars en juillet.

Au Québec, le PIB réel aux prix de base a également continué à grimper en juin, avec une hausse mensuelle de 0,4 %. Les industries productrices de services étaient aux avant-postes (+0,8 %) alors que les industries productrices de biens (-0,4 %) éprouvaient des difficultés. Ce sont principalement le commerce de gros (+2,3 %), le commerce de détail (+0,9 %) et les services d'enseignement (+0,9 %) qui ont orchestré cette amélioration. Après six mois, la croissance cumulée de l'économie québécoise était de 2,5 %.

² Données révisées et finales.

³ En dollars constants.

Les exportations internationales de marchandises⁴ ont continué leur progression en dents de scie en juillet au Québec, fléchissant légèrement de 0,4 % après une hausse de 3,7 % en juin. La moyenne cumulative de 2005 dépassait cependant de 4,1 % celle des mêmes mois de 2004. Ce sont l'équipement et le matériel de communication ainsi que les avions qui ont le plus contribué à cette hausse. Parmi les groupes à la baisse, notons les machines et le matériel de bureau ainsi que les moteurs d'avions.

Les ventes au détail québécoises ont crû de 0,4 % au cours du mois de juillet. Quant aux ventes en gros, après deux hausses consécutives, elles ont reculé à un rythme de 0,3 %.

Les intentions de construire ont évolué de façon opposée au Canada et au Québec en juillet dernier. Alors que la valeur des permis de bâtir québécois augmentait de 5,4 %, celle des projets de construction canadiens enregistrait une baisse de 3,0 %. C'est le secteur résidentiel qui s'est encore illustré au Québec avec une croissance de 15 % de la valeur de ses permis de bâtir. Mentionnons cependant que la moyenne québécoise des sept premiers mois de 2005, par rapport à celle de 2004, était plus faible de 1,7 % pour l'ensemble des secteurs (résidentiel ou non résidentiel). Quant au nombre de mises en chantier, les données nous indiquent qu'il a fortement régressé, tant au Canada (-17,1 %) qu'au Québec (-14,1 %), au mois d'août.

⁴ Désaisonnalisées, en dollars constants.

Marché du travail

Vue d'ensemble

Au troisième trimestre de 2005, l'emploi reprend le chemin de la croissance dans la RMR de Montréal, avec une hausse de 1,5 % par rapport au même trimestre de 2004, ce qui correspond à la création nette de 28 100 emplois. Cette hausse survient après que l'emploi eut fait du surplace (0 %) au deuxième trimestre de 2005; cette variation est similaire à celle du 1^{er} trimestre de 2005.

Comme l'emploi (1,5%) n'augmente pas aussi vite que la population active (1,7 %), il s'ensuit une légère hausse du taux de chômage, qui passe de 8,6 % au 3^e trimestre de 2004 à 8,7 % au 3^e trimestre de 2005. Une hausse du taux de chômage avait aussi été observée au 2^e trimestre de 2005 par rapport au 2^e trimestre de 2004.

Du côté des taux d'activité et d'emploi, l'image du marché du travail est différente car ces indicateurs sont en hausse par rapport à l'an dernier. La progression de la population active (1,7 %) ayant été supérieure à celle de la population totale de 15 ans et plus (1,3 %), cette évolution nous indique que le marché du travail attire davantage de personnes, ce qui se reflète dans le taux d'activité qui passe de 68 % au 3^e trimestre de 2004 à 68,3 % au 3^e trimestre de 2005. De la même manière, le taux d'emploi suit un cheminement similaire, avec une hausse légère de un dixième de point de pourcentage par rapport à l'an dernier, ce qui le situe maintenant à 62,3 %.

Avec une évolution cahoteuse du marché du travail depuis le début de 2005, on constate, après les 9 premiers mois qui se sont écoulés en 2005, que le marché du travail est entré dans une phase de décélération. En fait, il ne s'est créé que 18 600 emplois au cours des 3 premiers trimestres de 2005, ce qui représente une hausse de seulement 1 %. Au cours des années antérieures, le marché du travail s'était montré plus dynamique : au cours des mêmes trois trimestres de 2004 (1,8 % ou 32 500 emplois supplémentaires), de 2003 (1,3 % ou 22 200 emplois de plus) et de 2002 (3,2 % ou 54 100 emplois de plus), le marché du travail était parvenu à afficher de plus fortes créations d'emplois.

Pour les 9 premiers mois de 2005, le taux de chômage est demeuré stable à 8,5 % alors que les taux d'emploi (61,6 %) et d'activité (67,4 %) perdent chacun 2 points de pourcentage par rapport à la même période en 2004. Si le taux de chômage n'a pratiquement pas bougé, c'est que la création d'emploi (1 % ou 18 600 emplois supplémentaires) a été à peine suffisante pour faire face à la hausse de la population active (1 % ou 20 000). Quant à la baisse du taux d'activité, elle s'explique par une hausse de la population active inférieure à celle de la population totale de 15 ans et plus (1,3 %).

L'emploi

Sur le plan de la création d'emplois, la RMR de Montréal (1,5 % ou 28 100 emplois de plus) a nettement surpassé l'ensemble du Québec (0,9 % ou 34 800 emplois de plus). Même si elle ne représente qu'un peu moins de la moitié de l'emploi total du Québec, elle contribue dans une plus large mesure à cette évolution puisque 80,7 % des emplois créés au Québec l'ont été dans la RMR de Montréal.

On se souviendra que depuis le troisième trimestre de 2004, seuls les emplois à plein temps ont connu des gains. Ainsi, après quatre trimestres consécutifs de baisse de l'emploi à temps partiel, on assiste à un revirement puisque l'emploi à temps partiel (7,8 % ou 22 000 emplois de plus) se remet à croître très fortement, ce qui contribue à soutenir la progression de l'emploi dans la RMR de Montréal.

Dans l'ensemble du Québec, on suit un cheminement similaire puisque après 4 trimestres consécutifs au cours desquels l'emploi à temps partiel se contractait, on assiste à une reprise de la création d'emplois.

Cette création d'emplois a permis au taux d'emploi de la RMR de Montréal de se hisser à un autre sommet historique. À 62,3 %, il est le plus élevé depuis 1987 et il est légèrement plus haut que celui observé au cours du même trimestre des 3 années antérieures (62,2 %). Le taux d'emploi de la RMR de Montréal dépasse de près d'un point de pourcentage celui de l'ensemble du Québec.

Sur le territoire de la RMR, la création d'emplois est la plus vigoureuse pour les résidents de la région de Lanaudière (5,8 % ou 12 100 emplois de plus), qui inclut une partie du territoire situé en dehors de la zone métropolitaine. La progression de l'emploi a aussi bénéficié aux résidents de la région de Laval (2,4 % ou 4 400 emplois supplémentaires), qui arrive au deuxième rang, suivie de la région de l'île de Montréal (1,2 % ou 10 700 emplois de plus).

Pour sa part, le taux d'emploi progresse à peu près au même rythme sur l'île de Montréal (de 59,2 % à 59,5 %) qu'à Laval (62,4 % à 62,8 %). Encore une fois, la région de Lanaudière (de 63,4 % à 65,6 %) se hisse en tête des 5 régions de la RMR.

Au cours des 9 premiers mois de 2005, l'emploi s'est accru plus rapidement pour les résidents de l'île de Montréal (1,8 % ou 16 200 emplois de plus) que pour ceux de l'ensemble de la RMR (1 % ou 18 600). L'île de Montréal a effectué un certain rattrapage en terme d'activité, puisque le taux d'activité (de 64,8 % à 65,8 %) et le taux d'emploi (de 58,4 % à 59 %) augmentent et, grâce à cette progression, se rapprochent de ceux de la RMR, où les taux d'activité et d'emploi affichent respectivement un léger recul de deux dixièmes de point de pourcentage.

La population active et le chômage

Dans la RMR de Montréal, au 3^e trimestre de 2005, la population active (1,7 %) s'accroît plus vite que celle de l'ensemble du Québec (1,2 %); en excluant les données de la RMR de Montréal, la croissance de la population de l'ensemble du Québec (1,2 %) est encore plus faible (0,6 %). On constate aussi que, depuis le début de l'année 2000, l'accroissement de la population totale de 15 ans et plus se fait à un rythme un peu plus accéléré que ce qui était observé au cours des années antérieures. D'un rythme moyen, qui oscillait le plus souvent entre 0,5 % et 0,7 % par année, on est passé graduellement à une croissance deux fois plus rapide, soit entre 1 % et 1,4 %. De fait, les hausses du niveau d'immigration qui se sont produites depuis, combinées à la migration interrégionale de nouveaux résidents et au solde migratoire avec le reste du Canada, qui favorise davantage le Québec que dans les années antérieures, concourent à cette accélération du rythme dans la variation de la population de 15 ans ou plus.

À part la région de Lanaudière (de 6,8 % à 5,9 %), toutes les régions de la RMR affichent une hausse du taux de chômage. Ces hausses vont d'un dixième de point de pourcentage sur l'île de Montréal (de 10,4 % à 10,5 %) à plus de deux points de pourcentage dans la région des Laurentides, dont une partie de son territoire se trouve en dehors de celui la RMR (6,3 % à 8,4 %). Quant aux taux d'activité, ils sont en hausse dans les régions de l'île de Montréal (de 66,1 % à 66,5 %), de Laval (67,3 % à 68,7 %) et de Lanaudière (de 68 % à 69,7 %).

Le taux d'activité a progressé sur l'île de Montréal, car la population active (1,3 % de plus) augmente plus rapidement que la population de 15 ans et plus. La différence est encore plus frappante à Laval où la population active (3,8 %) croît beaucoup plus rapidement que la population de 15 ans et plus (1,6 %). Dans la région de Lanaudière, une croissance de la population active (4,7 %) comparée à celle de la population totale de 15 ans et plus (2,2 %) a permis un gain de près de 2 points de pourcentage de son taux d'activité.

Si on compare la RMR de Montréal aux autres régions métropolitaines du Québec, celle de Montréal gagne du terrain et se classe au deuxième rang, ex æquo avec la RMR de Québec, au regard du taux d'activité (68,3 %), devancée par la RMR d'Ottawa-Gatineau (71,2 %). Quant au taux de chômage, la RMR de Montréal arrive à l'avant-dernier rang du classement puisque, avec un taux de chômage de 8,7 %, elle est loin des autres RMR qui ont des taux de chômage inférieurs à 7,6 %.

Au sein de la RMR de Montréal, l'île de Montréal (0,7 %) affiche la plus faible hausse de la population de 15 ans et plus. À Laval (1,6 %), le rythme de croissance est deux fois plus rapide et, dans les trois autres régions, cette hausse est de l'ordre de 2 %, ce qui témoigne de la vigueur démographique et du pouvoir d'attraction des régions situées au nord et au sud de l'île de Montréal. Si on compare cette variation de la population de 15 ans et plus à celle de la population active, autant sur l'île de Montréal qu'à Laval, la hausse de la population active surpasse celle de la population de 15 ans et plus, les travailleurs potentiels étant attirés par un marché du travail dynamique. Dans les autres régions de la RMR, soit la Montérégie, Lanaudière et les Laurentides, la croissance de la population active (1,8 %) est à peine inférieure à celle de la population de 15 ans et plus (2 %).

En ce qui a trait au taux de chômage, il progresse légèrement sur l'île de Montréal (de 10,4 % à 10,5 %) et un peu plus rapidement à Laval (de 7,3 % à 8,5 %). Quant à la partie RMR des trois autres régions prises ensemble, le taux de chômage se serait maintenu au même niveau (6,5 %) qu'au 3^e trimestre de 2004.

Pour les trois premiers trimestres de 2005, la population active (1 %) augmente un peu moins rapidement que la population de 15 ans et plus, ce qui fait baisser légèrement le taux d'activité de 0,2 point de pourcentage pour se fixer à 67,4 %. Le taux d'emploi subit aussi une variation du même ordre et recule à 61,6 %, ce qui s'explique par une variation de l'emploi (1 %) inférieure à celle de la population de 15 ans et plus. L'île de Montréal voit son taux de chômage augmenter d'un demi point de pourcentage (de 9,9 % à 10,4 %) alors qu'il demeure stable dans l'ensemble de la RMR de Montréal (8,5 %).

Vue d'ensemble (données désaisonnalisées)

Depuis 1987, sur une base mensuelle, l'emploi a atteint son apogée au mois de juillet 2005 (1 847 600 emplois). Depuis, on assiste à une baisse de 25 700 emplois entre ce mois-là et septembre 2005. Au cours de cette même période, le taux de chômage grimpe de près d'un point de pourcentage (de 8,1 % à 9 %), le taux d'activité chute de près d'un demi point (de 67,7 % à 67,3 %) et le taux d'emploi glisse lui aussi vers le bas (de 62,2 % à 61,2 %).

Sur une base trimestrielle, entre le 3^e trimestre de 2004 et le trimestre actuel, la tendance du marché du travail est loin d'être évidente. Ainsi, le taux de chômage s'est inscrit en hausse entre le 3^e et le 4^e trimestre de 2004 (de 8,5 % à 9,2 %) pour redescendre par la suite à 8,3 % aux premier et deuxième trimestres de 2005, pour remonter à nouveau à 8,6 % au 3^e trimestre de 2005. Les taux d'activité et d'emploi n'offrent pas non plus d'indication claire sur le chemin qu'ils empruntent. Après s'être inscrit en légère hausse entre le 3^e et le 4^e trimestre de 2004 de la même année (de 67,4 % à 67,6 %), le taux d'activité recule aux 1^{er} trimestre de 2005 (67,4 %) et au 2^e trimestres de 2005 (66,8 %) et termine le trimestre en cours avec un revirement (67,6 %). Le taux d'emploi affiche un comportement encore plus erratique avec une légère baisse entre le 3^e et le 4^e trimestre de 2004 (61,6 % à 61,3 %); il remonte par la suite (61,8 %) et redescend à son niveau précédent (61,3 %). En fin de période, il repart à la hausse (61,8 %). Comme nous l'indiquions dans l'analyse parue dans le numéro précédent, les montagnes russes des indicateurs du marché du travail continuent de prévaloir. Le résultat de cette valse hésitation, c'est-à-dire des gains suivis de pertes, se solde par un mince progrès des gains d'emplois (1 %), ralentis par la baisse de l'emploi à temps partiel (-1,7 % ou 5 500 emplois de moins).

Les hommes et les femmes

Au 3^e trimestre de 2005, la croissance de l'emploi s'est faite à peu près au même rythme pour les hommes (1,5 % ou 14 200 emplois de plus) et pour les femmes (1,6 % ou 13 900 emplois supplémentaires). Cependant, cette hausse de l'emploi se décompose différemment quant aux types d'emplois créés. Pour les hommes, l'emploi à plein temps diminue légèrement (-0,1 % ou 1 300 emplois de moins) alors que l'emploi à temps partiel augmente (17,5 % ou 15 600 emplois de plus). Pour les femmes, plus de la moitié des emplois créés (7 500 sur 13 900) sont des emplois à plein temps. Comme l'emploi à temps partiel prend plus d'importance, la part de celui-ci dans l'emploi total est en hausse par rapport au même trimestre de l'an dernier, autant pour les hommes (de 9,1 % à 10,6 %) que pour les femmes (de 22,7 % à 23 %).

La création d'emplois (1,6 % ou 13 900 emplois de plus), plus forte que la hausse de la population active (1 % ou 9 700 personnes de plus), permet d'absorber sur le marché du travail toutes les femmes qui y sont entrées et, en plus, de diminuer le nombre de chômeuses (-5 % ou 4 100 chômeuses de moins). Cette baisse du volume de chômage féminin se reflète par une diminution de leur taux de chômage (de 8,8 % à 8,3 %). Avec une

augmentation de la population active féminine (1 % ou 9 700 femmes de plus) pratiquement équivalente à celle de la population de 15 ans et plus (1,1 % ou 16 100 femmes de plus), le taux d'activité bouge peu (de 62,4 % à 62,3 %). Quant au taux d'emploi (de 56,9 % à 57,2 %), il témoigne de la vigueur de la création d'emploi pour les femmes (1,6 %) par rapport à l'accroissement de leur population de 15 ans et plus (1,1 %).

Du côté des hommes, la création d'emplois (1,5 % ou 14 200 emplois de plus) n'a pas été suffisante pour permettre à toute la population active masculine (2,3 % ou 24 600 hommes de plus), qui a joint le marché du travail, de se trouver un emploi. Une bonne partie des hommes sont donc devenus des chômeurs (11,6 % ou 10 400 chômeurs de plus), entraînant à la hausse leur taux de chômage (de 8,4 % à 9,2 %). Cette forte attraction, que le marché du travail a exercée sur les hommes, a poussé vers le haut leur taux d'activité (de 73,9 % à 74,4 %) du au fait que leur population active augmente plus vite que leur population totale de 15 ans et plus (1,5 % ou 22 300 hommes de plus). Le taux d'emploi des hommes (de 67,7 % à 67,6 %), bouge peu car l'emploi (1,5 %) progresse au même rythme que la population de 15 ans et plus.

Si on compare le 3^e trimestre de l'année dernière avec celui de 2005, l'avantage relatif que détenaient les hommes (8,4 %) par rapport aux femmes (8,8 %) est complètement disparu puisque le taux de chômage des hommes (9,2 %) dépasse de près d'un point de pourcentage celui des femmes (8,3 %).

Plus de 10 points de pourcentage sépare le taux d'emploi féminin (57,2 %) du taux d'emploi masculin (67,6 %) et cet écart s'est rétréci par rapport au même trimestre de 2004 (56,9 % comparé à 67,7 %). Quant au taux d'activité, c'est le phénomène inverse qui se produit, puisque le taux masculin (74,4 %) surpasse celui des femmes (62,3 %) de plus de 12 points de pourcentage et cet écart est grandissant par rapport à l'an dernier (11,5 points de pourcentage).

Les moins de 30 ans et les 30 ans et plus

La faiblesse du marché du travail pour les jeunes, qui a commencé à transparaître dès la deuxième moitié de 2004, s'est prolongée en 2005. Tout au long de chacun des trois premiers trimestres de 2005, le niveau d'emploi est demeuré inférieur à celui observé en 2004; cette faiblesse est aussi apparente dans les taux d'activité et d'emploi qui sont inférieurs à ceux des mêmes trimestres de 2004. Au 3^e trimestre de 2005, on assiste à une hausse de leur taux de chômage par rapport au 3^e trimestre de 2004.

Tous les indicateurs du marché du travail pour les moins de 30 ans se sont donc détériorés. Comme leur niveau d'emploi (-3,2 % ou 15 900 emplois de moins) baisse pendant que leur population totale (2,8 % ou 20 400 jeunes de plus) continue de s'inscrire en hausse, il s'ensuit une forte détérioration de leur taux d'emploi (68,8 % au 3^e trimestre de 2004, à 64,8 % au troisième trimestre de 2005). Un sentier similaire est emprunté par le taux d'activité (de 78,9 % à 74,5 %) puisque la baisse de leur population active (-3 %) s'accompagne d'une hausse de leur population totale. Même si le nombre de jeunes chômeurs diminue (de 73 500 à 72 600, soit une baisse de 1,2 %), cette contraction est insuffisante par rapport à la baisse de leur population active pour ne pas faire augmenter leur taux de chômage, qui lui aussi se détériore (de 12,9 % à 13,1 %). Il faut aussi souligner que la baisse de l'emploi s'est concentrée presque exclusivement dans l'emploi à plein temps (-15 300 emplois à plein temps sur le total de 15 900 emplois perdus).

La détérioration des indicateurs du marché du travail des moins de 30 ans contraste fortement avec ceux des 30 ans et plus. Une forte création d'emplois (3,3 % ou 44 000 emplois de plus), dont près de la moitié est à plein temps (1,8 % ou 21 500 emplois de plus), ne suffit pas à répondre à la forte hausse de leur population active (3,6 % ou 51 200 personnes supplémentaires), ce qui a amené le nombre de chômeurs à croître (7,4 % ou 7 200 chômeurs de plus). Le taux de chômage s'est donc hissé de 6,9 % à 7,1 %. Quant aux deux autres indicateurs, ils ont repris du poil de la bête, en hausse de plus de 1,5 point de pourcentage : le taux d'activité passe de 64,5 % à 66,2 % et le taux d'emploi de 60 % à 61,5 %.

L'écart, au 3^e trimestre de 2005, entre le taux de chômage des jeunes de moins de 30 ans et celui des 30 ans et plus est demeuré similaire à celui de 2004. Mais, l'avantage que les jeunes affichaient l'an dernier sur le plan de la participation au marché du travail, avec des taux d'activité et d'emploi nettement plus élevés, s'est considérablement réduit depuis 1 an. En fait, pendant que les taux d'activité et d'emploi baissent sensiblement pour les jeunes, ces taux progressent pour les plus âgés, d'où la réduction des écarts.

L'évolution sectorielle de l'emploi

Au 3^e trimestre de 2005, l'emploi, qui progresse fortement dans les industries de services (2,9 % ou 40 600 emplois de plus) et dans l'industrie de la construction (18,6 % ou 14 300 emplois de plus), est ralenti dans sa course par les industries manufacturières (-10 % ou 31 000 emplois de moins) qui continuent à culbuter. Parmi ces dernières, l'emploi diminue non seulement dans les industries des biens durables (-17,7 % ou 27 600 emplois de moins) mais aussi, et ce de manière moins forte, dans les industries de biens non durables (-2,2 % ou 3 300 emplois de moins). Parmi les industries produisant des biens durables, trois d'entre elles sont principalement à l'origine de cette contraction de l'emploi, soit les fabricants de machines (-42,5 % ou -9 400 emplois), de produits informatiques et électroniques (-41,1 % ou -8 100 emplois) et de matériel de transport (-22,8 % ou -8 100 emplois). Il faudra surveiller cette tendance du 3^e trimestre de 2005 pour les industries de biens durables car elle constitue un revirement qui a débuté au 2^e trimestre de cette année et elle s'accroît.

Dans les industries de services, cinq sont principalement responsables de la progression de l'emploi : il s'agit des services aux entreprises (35,4 % ou 22 500 emplois de plus), de l'enseignement (18 % ou 19 000 emplois de plus), de l'hébergement et de la restauration (17,8 % ou 15 700 emplois de plus), des services immobiliers (8,4 % ou 14 500 emplois de plus) et de l'ensemble des administrations publiques (12,9 % ou 9 600 emplois de plus).

On se rappellera que les 9 premiers mois de 2005 ont été marqués par une hausse timide de l'emploi (1 % ou 18 600 emplois supplémentaires). En faisant le bilan, après 3 trimestres, on constate que l'industrie manufacturière (-1,1 % ou -3 200 emplois) s'achemine vers une année de décroissance. Parmi celles-ci, on retrouve la fabrication de vêtements (-27,9 % ou -9 400 emplois), l'impression (-24 % ou -5 800 emplois) et la fabrication de machines (-27,9 % ou -5 000 emplois). N'eût été de l'industrie de la fabrication de biens durables (3,6 % ou 5 000 emplois de plus), dont les fabricants de matériel de transport (13,8 % ou 4 400 emplois) et les fabricants de produits métalliques (20,2 % ou 3 500 emplois), la chute de l'emploi aurait été encore plus forte dans l'industrie manufacturière.

Les industries de services, au cours des 9 premiers mois de 2005, affichent une faible croissance de l'emploi (0,8 % ou 11 500 emplois de plus). Cette hausse de l'emploi est attribuable surtout aux services d'enseignement (10,7 % ou 12 700 emplois de plus), aux services aux entreprises (21,2 % ou 12 600 emplois), à l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs (9,4 % ou 9 100 emplois) et aux services professionnels, scientifiques et techniques (2,6 % ou 3 800 emplois). Cependant, d'autres industries sont venues ralentir la progression de l'emploi dans les services. Il s'agit, entre autres, du transport et de l'entreposage (-13 % ou -12 700 emplois), des soins de santé et de l'assistance sociale (-3,5 % ou -7 500 emplois), des autres services (-5,9 % ou -4 800 emplois) et de la finance, des assurances, de l'immobilier et location (-3 % ou -3 600 emplois).

L'emploi dans les groupes professionnels

La hausse de l'emploi au 3^e trimestre de 2005 dans les professions reliées à la gestion (14,3 % ou 24 100 emplois de plus), dans celles de niveau élémentaire (6,3 % ou 12 500 emplois de plus) et de niveau technique (2 % ou 11 000 emplois de plus), a permis de compenser les pertes enregistrées dans les professions de niveau intermédiaire (-3 % ou 16 600 emplois de moins) et de niveau professionnel (-0,8 % ou 2 700 emplois de moins).

Parmi les 10 groupes professionnels, 7 sont en croissance et 3 en décroissance. La hausse de l'emploi s'est surtout concentrée dans les emplois de la gestion (14,3 % ou 24 100 emplois supplémentaires), des arts, de la culture, des sports et des loisirs (27,8 % ou 19 300 emplois de plus), de la santé (12,7 % ou 13 400 emplois de plus), des métiers, du transport et de la machinerie (4,3 % ou 9 300 emplois de plus) et de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (8,2 % ou 8 800 emplois de plus). Les baisses d'emplois se sont produites dans quelques groupes, soit les professions des sciences naturelles et appliquées (-19,2 % ou 31 600 emplois de moins), des affaires, de la finance et de l'administration (-3,7 % ou 14 300 emplois de moins) et des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique (-4,8 % ou 7 300 emplois en moins).

Les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi

Les prestataires de l'assurance-emploi

Tout comme en septembre 2005 (-6,6 % ou 6 318 prestataires de moins), le nombre de prestataires de l'assurance-emploi dans la zone métropolitaine de l'emploi (ZME) a diminué au cours du 3^e trimestre de 2005 (-6 % ou 6 204 prestataires de moins) par rapport au même trimestre de 2004.

En septembre 2005 à l'intérieur de la ZME de Montréal, c'est sur l'île de Montréal (-8,8 % ou 4 280 prestataires de moins) que la baisse la plus forte et la plus rapide est enregistrée parmi toutes les régions du Québec. La région de Laval (-4,4 % ou 386 prestataires de moins) affiche aussi une baisse substantielle du nombre de prestataires. Ces deux régions sont celles où les pourcentages de la population en âge de travailler inscrite à l'assurance-emploi (3,6 %) sont les plus faibles de tout le Québec.

Pour les 9 mois de l'année 2005, la baisse (-7,7 % ou 8 424 prestataires de moins) a été encore plus rapide qu'au cours du mois de septembre 2005 (-6,6 %). Pendant la même période, sur le territoire de la RMR de Montréal, le nombre de chômeurs augmente légèrement (0,8 % ou 1 400 chômeurs de plus), ce qui est l'inverse de l'évolution observée dans le nombre de prestataires de l'assurance-emploi.

Les prestataires de l'assistance-emploi

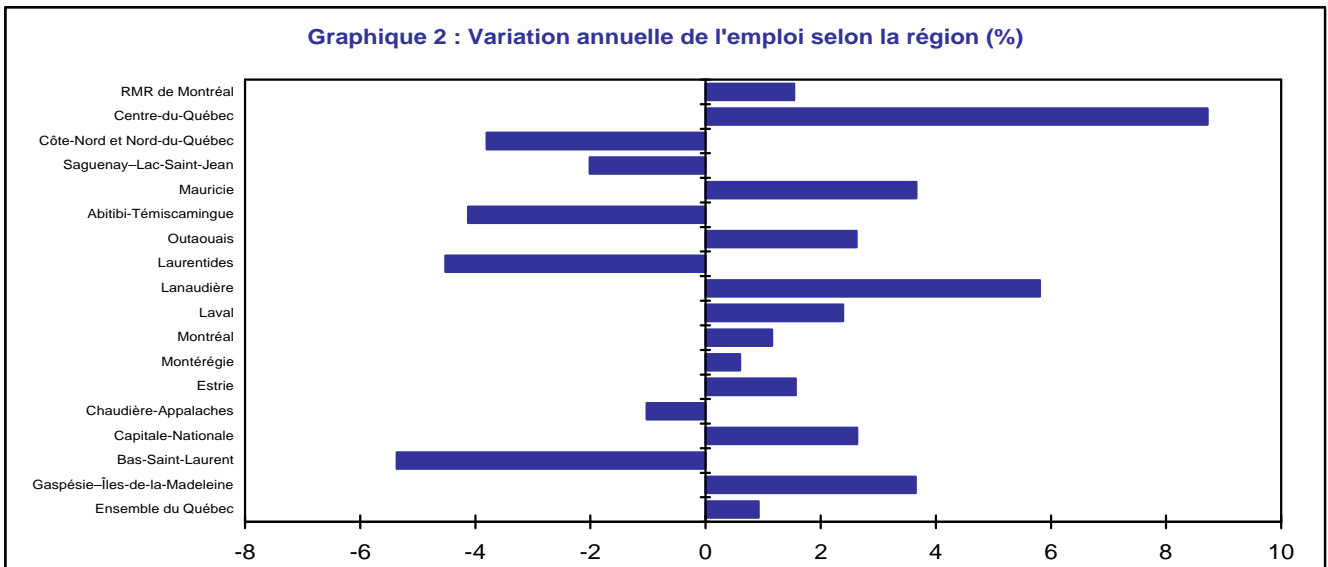
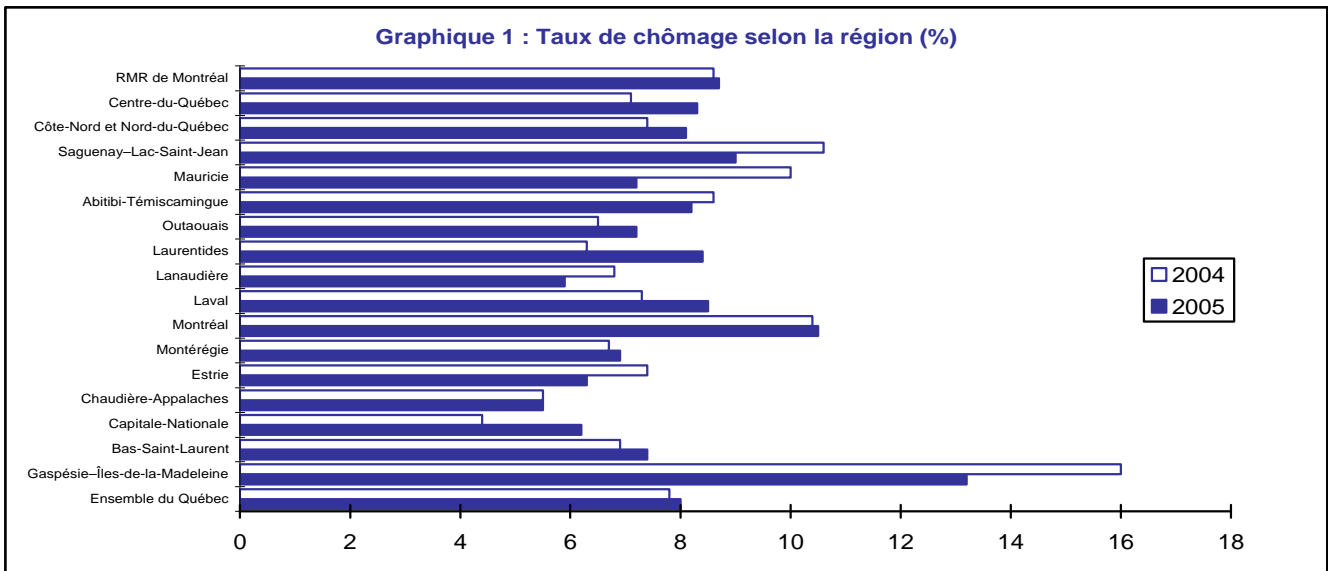
Les dernières données disponibles portent sur le mois de juillet 2005 et elles indiquent une baisse du nombre de prestataires de l'assistance-emploi de 6,1 % dans la ZME de Montréal, ce qui correspond à 5 205 prestataires en moins. Ce sont dans les parties métropolitaines des régions des Laurentides (-8,4 %) et de la Montérégie (-6,3 %) où le nombre de prestataires diminue le plus rapidement. L'île de Montréal suit de près avec une baisse de 6 %. Dans la partie métropolitaine de la région de Lanaudière (-2,8 %) et dans la région de Laval (-1,5 %), la baisse du nombre de prestataires de l'assistance-emploi n'ayant pas de contrainte à l'emploi est un peu plus lente. À l'exception des régions de l'Estrie et du Centre-du-Québec, le nombre de prestataires, en juillet 2005, était en baisse dans toutes les régions du Québec.

Pour les 7 premiers mois de 2005, soit de janvier à juillet 2005, en comparaison aux mêmes 7 mois de 2004, la baisse du nombre de prestataires est estimée à 4,4 %, soit l'équivalent de 3 856 prestataires. Cette baisse s'est donc accélérée en juillet 2005 (-6,1 %) dans la ZME de Montréal.

Section 2

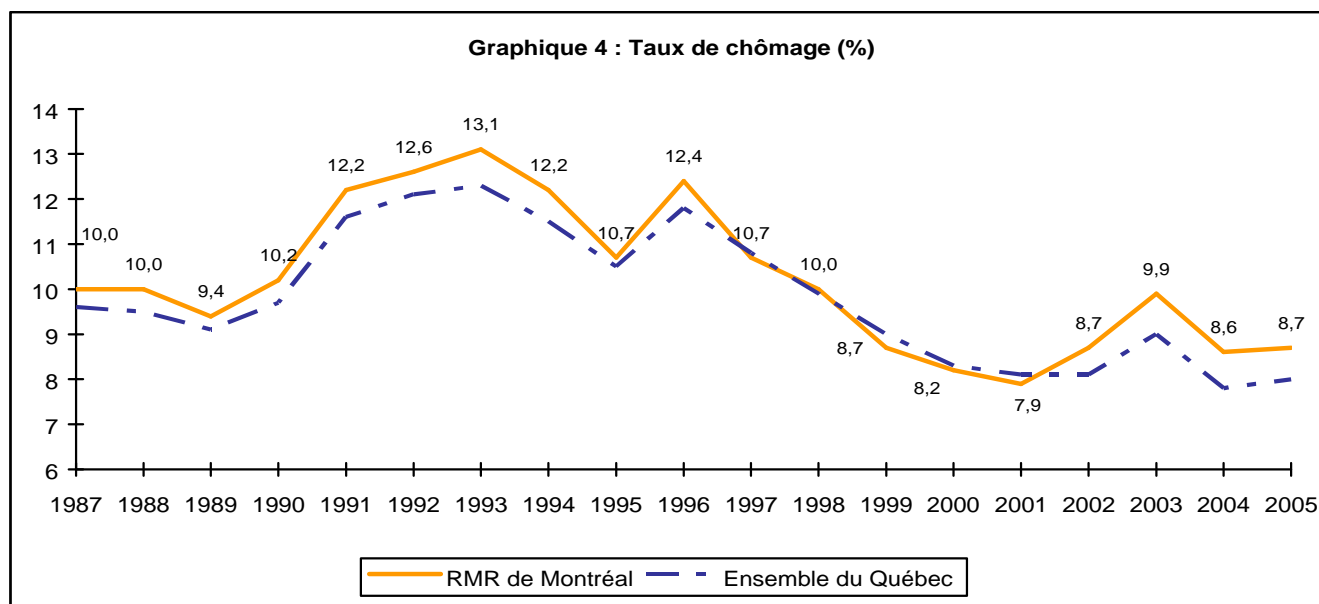
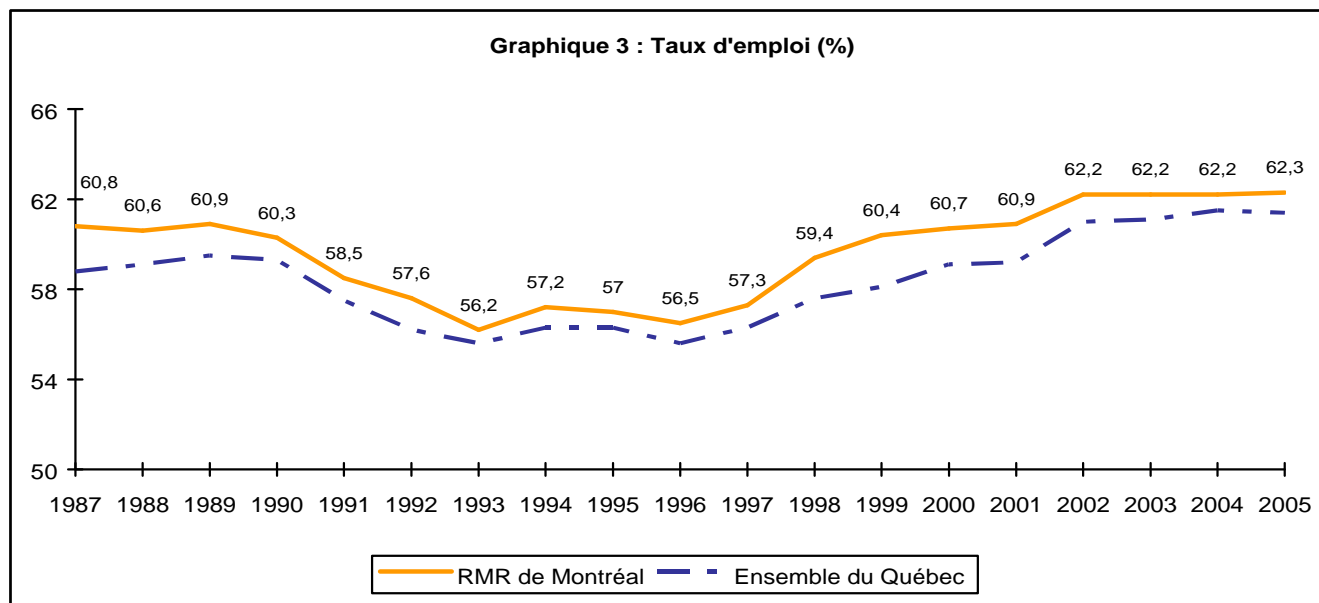
Graphiques et tableaux

Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
3^e trimestre 2005



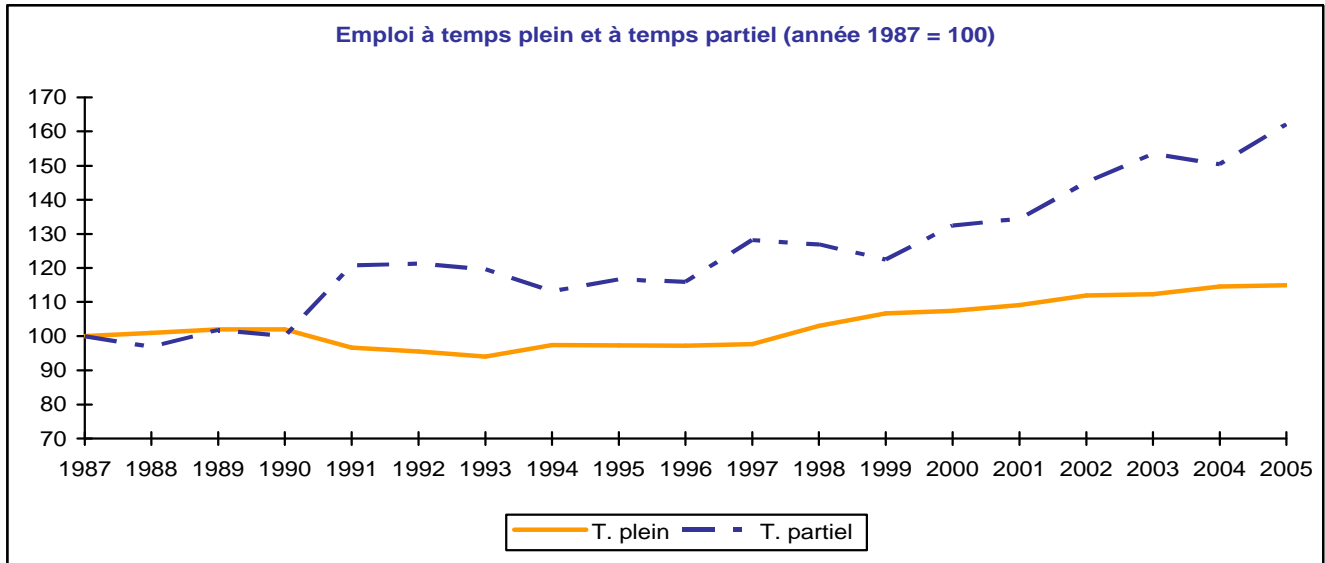
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
RMR de Montréal et ensemble du Québec
3^e trimestre 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
RMR de Montréal
3^e trimestre 2005



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1A
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RMR de Montréal et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	2 974,5	2 936,2	1,3	6 191,5	6 121,5	1,1
Population active (000)	2 031,6	1 997,3	1,7	4 132,4	4 085,1	1,2
Emploi (000)	1 853,9	1 825,8	1,5	3 801,4	3 766,6	0,9
- Temps plein (000)	1 550,3	1 544,1	0,4	3 186,0	3 175,5	0,3
- Temps partiel (000)	303,7	281,7	7,8	615,4	591,1	4,1
Chômeurs et chômeuses (000)	177,6	171,5	3,6	331,0	318,5	3,9
Taux de chômage (%)	8,7	8,6		8,0	7,8	
Taux d'activité (%)	68,3	68,0		66,7	66,7	
Taux d'emploi (%)	62,3	62,2		61,4	61,5	
Durée du chômage (semaines)	20,0	20,1	-0,5	19,6	19,4	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1B
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RMR de Montréal
Données désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	RMR de Montréal		Variation %
	3 ^e trimestre 2005	2004	
Population 15 ans et plus (000)	2 974,5	2 936,2	1,3
Population active (000)	2 010,8	1 977,8	1,7
Emploi (000)	1 838,4	1 809,6	1,6
Chômeurs et chômeuses (000)	172,4	168,2	2,5
Taux de chômage (%)	8,5	8,5	
Taux d'activité (%)	67,6	67,4	
Taux d'emploi (%)	61,8	61,6	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1C
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Montréal, Laval et RMR de Montréal moins Montréal et Laval
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Montréal			Laval			RMR de Montréal moins Montréal et Laval		
	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	1 570,8	1 559,4	0,7	300,7	295,9	1,6	1 103,0	1 080,9	2,0
Population active (000)	1 043,9	1 031,0	1,3	206,5	199,0	3,8	781,2	767,3	1,8
Emploi (000)	934,2	923,5	1,2	188,9	184,5	2,4	730,8	717,8	1,8
- Temps plein (000)	787,9	778,4	1,2	157,3	154,6	1,7	605,1	611,1	-1,0
- Temps partiel (000)	146,4	145,1	0,9	31,6	29,9	5,7	125,7	106,7	17,8
Chômeurs et chômeuses (000)	109,7	107,5	2,0	17,6	14,5	21,4	50,3	49,5	1,6
Taux de chômage (%)	10,5	10,4		8,5	7,3		6,5	6,5	
Taux d'activité (%)	66,5	66,1		68,7	67,3		70,8	71,0	
Taux d'emploi (%)	59,5	59,2		62,8	62,4		66,3	66,4	
Durée du chômage (semaines)	21,6	22,8	-5,3	17,3	13,4	29,1	--	--	--

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total, à cause des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
3^e trimestre 2005
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	53,1	13,2	46,1
Bas-Saint-Laurent	62,8	7,4	58,2
Capitale-Nationale	67,3	6,2	63,1
Chaudière-Appalaches	69,6	5,5	65,7
Estrie	64,9	6,3	60,8
Montérégie	67,8	6,9	63,1
Montréal	66,5	10,5	59,5
Laval	68,7	8,5	62,8
Lanaudière	69,7	5,9	65,6
Laurentides	67,7	8,4	62,0
Outaouais	70,7	7,2	65,7
Abitibi-Témiscamingue	61,9	8,2	56,9
Mauricie	60,9	7,2	56,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	62,0	9,0	56,4
Côte-Nord et Nord-du-Québec	64,0	8,1	58,8
Centre-du-Québec	68,7	8,3	63,0
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	61,3	9,8	55,2
Québec	68,3	6,0	64,2
Trois-Rivières	64,8	7,4	60,0
Sherbrooke	65,4	6,8	60,9
Montréal	68,3	8,7	62,3
Ottawa-Gatineau	71,2	7,6	65,8
ENSEMBLE DU QUÉBEC	66,7	8,0	61,4

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %	3 ^e trimestre 2005	2004	Variation %
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	1 465,1	1 442,8	1,5	3 042,8	3 007,0	1,2
Population active (000)	1 090,5	1 065,9	2,3	2 219,2	2 198,6	0,9
Emploi (000)	990,6	976,4	1,5	2 037,6	2 029,2	0,4
- Temps plein (000)	885,8	887,1	-0,1	1 843,0	1 846,1	-0,2
- Temps partiel (000)	104,8	89,2	17,5	194,6	183,1	6,3
Chômeurs (000)	99,9	89,5	11,6	181,6	169,4	7,2
Taux de chômage (%)	9,2	8,4		8,2	7,7	
Taux d'activité (%)	74,4	73,9		72,9	73,1	
Taux d'emploi (%)	67,6	67,7		67,0	67,5	
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	1 509,5	1 493,4	1,1	3 148,7	3 114,5	1,1
Population active (000)	941,1	931,4	1,0	1 913,2	1 886,6	1,4
Emploi (000)	863,3	849,4	1,6	1 763,8	1 737,4	1,5
- Temps plein (000)	664,5	657,0	1,1	1 343,0	1 329,4	1,0
- Temps partiel (000)	198,8	192,4	3,3	420,8	408,0	3,1
Chômeuses (000)	77,8	81,9	-5,0	149,4	149,2	0,1
Taux de chômage (%)	8,3	8,8		7,8	7,9	
Taux d'activité (%)	62,3	62,4		60,8	60,6	
Taux d'emploi (%)	57,2	56,9		56,0	55,8	
15-29 ANS						
Population 15 à 29 ans (000)	744,6	724,2	2,8	1 474,3	1 464,3	0,7
Population active (000)	554,8	571,7	-3,0	1 133,0	1 149,1	-1,4
Emploi (000)	482,2	498,1	-3,2	1 001,5	1 016,5	-1,5
- Temps plein (000)	356,0	371,3	-4,1	740,4	750,9	-1,4
- Temps partiel (000)	126,2	126,8	-0,5	261,1	265,6	-1,7
Chômeurs et chômeuses (000)	72,6	73,5	-1,2	131,5	132,7	-0,9
Taux de chômage (%)	13,1	12,9		11,6	11,5	
Taux d'activité (%)	74,5	78,9		76,9	78,5	
Taux d'emploi (%)	64,8	68,8		67,9	69,4	
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	2 230,0	2 211,9	0,8	4 717,1	4 657,2	1,3
Population active (000)	1 476,8	1 425,6	3,6	2 999,4	2 936,0	2,2
Emploi (000)	1 371,7	1 327,7	3,3	2 799,9	2 750,1	1,8
- Temps plein (000)	1 194,3	1 172,8	1,8	2 445,6	2 424,6	0,9
- Temps partiel (000)	177,4	154,9	14,5	354,3	325,5	8,8
Chômeurs et chômeuses (000)	105,1	97,9	7,4	199,5	185,9	7,3
Taux de chômage (%)	7,1	6,9		6,7	6,3	
Taux d'activité (%)	66,2	64,5		63,6	63,0	
Taux d'emploi (%)	61,5	60,0		59,4	59,1	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Secteurs d'activité ¹	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	3 ^e trimestre		Variation %	3 ^e trimestre		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)		2005 (000)	2004 (000)	
Secteur de la production de biens	391,4	403,9	-3,1	973,8	959,3	1,5
Agriculture	10,4	5,1	103,9	71,1	51,6	37,8
Foresterie et exploitation forestière	-	-	-	21,6	25,7	-16,0
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-	2,2	2,0	10,0
Extraction minière	-	-	-	21,1	13,8	52,9
Services publics	12,4	13,9	-10,8	31,4	32,5	-3,4
Construction	91,1	76,8	18,6	205,9	184,5	11,6
Fabrication	276,8	307,6	-10,0	620,5	649,3	-4,4
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	31,1	31,2	-0,3	70,1	84,2	-16,7
Usines de textiles et de produits textiles	11,0	10,1	8,9	21,5	21,3	0,9
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	29,1	32,6	-10,7	43,5	46,8	-7,1
Fabrication de produits en bois	7,3	4,1	78,0	55,5	59,2	-6,3
Fabrication du papier	8,3	9,4	-11,7	37,4	36,9	1,4
Impression et activités connexes de soutien	20,2	27,2	-25,7	37,1	41,5	-10,6
Fabrication de produits chimiques	21,9	24,5	-10,6	31,5	33,3	-5,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	24,0	13,7	75,2	52,2	39,4	32,5
Fabrication de produits minéraux non métalliques	6,3	8,8	-28,4	17,8	20,3	-12,3
Première transformation des métaux	8,9	7,5	18,7	35,3	26,6	32,7
Fabrication de produits métalliques	22,9	19,5	17,4	49,0	38,6	26,9
Fabrication de machines	12,7	22,1	-42,5	27,3	36,3	-24,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	11,6	19,7	-41,1	20,1	27,4	-26,6
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électrique	5,7	6,4	-10,9	11,1	11,5	-3,5
Fabrication de matériel de transport	27,4	35,5	-22,8	43,8	56,1	-21,9
Fabrication de meubles et de produits connexes	11,9	14,9	-20,1	38,6	36,8	4,9
Activités diverses de fabrication ²	16,4	20,4	-19,6	28,9	33,0	-12,4
Secteur des services	1 462,5	1 421,9	2,9	2 827,6	2 807,3	0,7
Commerce de gros	85,0	87,2	-2,5	141,1	143,9	-1,9
Commerce de détail	236,8	232,3	1,9	485,9	481,9	0,8
Transport et entreposage	91,6	98,4	-6,9	170,7	181,3	-5,8
Finance	56,6	63,7	-11,1	91,9	97,5	-5,7
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	24,5	34,2	-28,4	51,9	59,4	-12,6
Services immobiliers	30,9	16,4	88,4	44,3	26,8	65,3
Services de location et de location à bail	7,8	14,4	-45,8	14,7	22,2	-33,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	141,5	150,2	-5,8	224,7	229,1	-1,9
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	86,1	63,6	35,4	147,0	121,9	20,6
Services d'enseignement	124,6	105,6	18,0	225,7	211,2	6,9
Soins de santé et assistance sociale	206,6	206,1	0,2	455,5	445,7	2,2
Information, culture et loisirs	106,4	103,0	3,3	168,8	169,5	-0,4
Hébergement et restauration	103,8	88,1	17,8	227,4	210,7	7,9
Autres services	75,9	83,9	-9,5	156,8	179,7	-12,7
Administration fédérale (incluant la défense)	18,5	18,7	-1,1	66,9	75,8	-11,7
Administrations publiques provinciales et territoriales	30,9	22,9	34,9	90,2	81,1	11,2
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autre	34,8	33,2	4,8	64,0	69,4	-7,8
ENSEMBLE DES SECTEURS	1 853,9	1 825,8	1,5	3 801,4	3 766,6	0,9

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

² L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Genre de compétence	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	3 ^e trimestre		Variation %	3 ^e trimestre		Variation %
	2005 (000)	2004 (000)		2005 (000)	2004 (000)	
Gestion	193,2	169,1	14,3	340,7	325,1	4,8
Affaires, finance et administration	369,7	384,0	-3,7	680,8	681,7	-0,1
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	132,7	164,3	-19,2	247,8	275,8	-10,2
Secteur de la santé	118,5	105,1	12,7	251,5	226,8	10,9
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	145,4	152,7	-4,8	301,8	306,2	-1,4
Arts, culture, sports et loisirs	88,7	69,4	27,8	137,2	111,4	23,2
Vente et services	440,3	436,9	0,8	881,5	898,8	-1,9
Métiers, transport et machinerie	224,7	215,4	4,3	556,3	548,3	1,5
Prof. propres au secteur primaire	24,1	21,1	14,2	120,2	101,9	18,0
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	116,6	107,8	8,2	283,6	290,5	-2,4
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	1 853,9	1 825,8	1,5	3 801,4	3 766,6	0,9
Niveau de compétence¹						
Gestion	193,2	169,1	14,3	340,7	325,1	4,8
Professionnel	353,7	356,4	-0,8	626,8	617,6	1,5
Technique	556,5	545,5	2,0	1 248,3	1 209,3	3,2
Intermédiaire	539,8	556,4	-3,0	1 130,8	1 153,7	-2,0
Élémentaire	210,9	198,4	6,3	454,8	460,9	-1,3

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé);

professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel);

intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Septembre 2005	Septembre 2004	Variation %	Taux de prestation ² Septembre 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	11 340	11 214	1,1	17,3
Bas-Saint-Laurent	11 458	11 549	-0,8	8,5
Capitale-Nationale	17 791	19 472	-8,6	4,0
Chaudière-Appalaches	13 975	13 815	1,2	5,3
Estrie	10 263	10 199	0,6	5,3
Montérégie	34 733	35 735	-2,8	4,0
Montréal	44 441	48 721	-8,8	3,6
Laval	8 334	8 720	-4,4	3,6
Lanaudière	13 758	13 887	-0,9	5,2
Laurentides	16 919	16 739	1,1	5,4
Outaouais	8 157	8 734	-6,6	3,7
Abitibi-Témiscamingue	8 827	8 261	6,9	8,8
Mauricie	11 785	12 024	-2,0	6,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	16 052	15 188	5,7	8,3
Côte-Nord	6 954	6 813	2,1	10,1
Nord-du-Québec	1 805	1 644	9,8	7,2
Centre-du-Québec	9 789	9 665	1,3	6,7
ZME ³ de Montréal	89 791	96 109	-6,6	3,8
ENSEMBLE DU QUÉBEC	246 381	252 380	-2,4	5,0

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 7

PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Juillet 2005	Juillet 2004	Variation %	Taux de prestation ² Juillet 2005
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 614	3 014	-13,3	4,0
Bas-Saint-Laurent	3 415	3 825	-10,7	2,5
Capitale-Nationale	10 267	11 243	-8,7	2,3
Chaudière-Appalaches	3 786	4 064	-6,8	1,4
Estrie	5 749	5 690	1,0	3,0
Centre-du-Québec	4 249	4 155	2,3	2,9
Montérégie	18 123	19 095	-5,1	2,1
Montréal	62 593	66 604	-6,0	5,1
Laval	3 987	4 049	-1,5	1,7
Lanaudière	6 198	6 427	-3,6	2,3
Laurentides	6 955	7 449	-6,6	2,2
Outaouais	6 668	6 797	-1,9	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 846	3 303	-13,8	2,9
Mauricie	7 516	7 799	-3,6	4,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 016	6 686	-10,0	3,1
Côte-Nord	1 494	1 651	-9,5	2,2
Nord-du-Québec	560	590	-5,1	2,2
ZME ³ de Montréal	80 519	85 724	-6,1	3,4
ENSEMBLE DU QUÉBEC	152 885	162 441	-5,9	3,1

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.